



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Numéro 8

Janvier – Juin 2018

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : le banquier entre l'obligation de vigilance et l'impossibilité d'identifier le bénéficiaire effectif de l'opération

The combat against money laundering and terrorist financing: the banker between customer due diligence and the impossibility to identify the beneficial owner

RHALIB My Med Lahbib

Docteur en Droit

Enseignant Chercheur, ESCA Ecole de Management

RESUME

Le Groupe d'action financière (GAFI) a eu pour mandat d'élaborer des normes et de promouvoir la mise en œuvre efficace de mesures législatives, réglementaires et opérationnelles pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. A cet effet, ses recommandations définissent un cadre complet et cohérent de mesures devant être mises en œuvre par les pays afin de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les pays disposant de cadres juridiques, administratifs et opérationnels et de systèmes financiers différents, ils ne peuvent pas tous adopter des mesures identiques pour parer à ces menaces.

Ainsi, les recommandations du GAFI constituent des normes internationales que les pays devraient mettre en œuvre au moyen de mesures adaptées à leur situation particulière.

Sa transposition en droit interne marocain s'est traduite par un alourdissement des obligations de vigilance imposées aux banquiers assujettis à l'obligation de déclaration de soupçon, et par un encadrement plus étroit des transactions douteuses réalisées avec des fonds d'origine

illicite, et à ce titre sont débiteurs d'une obligation de vigilance continue qui peut conduire à une déclaration des faits suspectés d'illicéité.

Ce dispositif, qui est d'ordre public, conduit ces derniers à modifier leurs pratiques afin de répondre aux objectifs du législateur. Néanmoins, l'efficacité de la norme anti-blanchiment suppose que les spécificités de la réglementation imposée aux banquiers, soient suffisamment claires et véritablement prises en compte.

Par ailleurs, le dispositif impose au banquier qui comprend que son cocontractant pourrait agir pour le compte d'autrui, la recherche du bénéficiaire effectif.

Or, l'identification du bénéficiaire effectif est la pierre d'achoppement sur laquelle butte le dispositif en raison de la possibilité de recourir à des sociétés et des constructions juridiques opaques.

Cette notion est nouvelle et lourde de conséquences ; elle mérite grandement que les autorités expliquent précisément son sens et sa signification, ses effets et conséquences ainsi que les droits et obligations qu'elle offre et impose.

Mots clés : Blanchiment d'argent, financement du terrorisme, banquier, obligation de vigilance, identification du bénéficiaire effectif.

ABSTRACT

The Financial Action Task Force (FATF) has been mandated to set standards and to promote effective implementation of legal, regulatory and operational measures for combating money laundering and terrorist financing. The FATF Recommendations set out a comprehensive and consistent framework of measures that the countries should implement to combat money laundering and terrorist financing. Countries have diverse legal, administrative and operational frameworks and different financial systems, and so cannot all take identical measures to counter these threats. The FATF Recommendations, therefore, have set international standards, that the countries should implement through measures adapted to their circumstances.

In morocco Financial institutions should be required to undertake customer due diligence (CDD) measures. The CDD measures to be taken are identifying the beneficial owner, and taking reasonable measures to verify the identity of the beneficial owner, such that the financial institution is satisfied that it knows who the beneficial owner is.

However, the identification of the beneficial owner is the stumbling block on which the scheme is hindered by the possibility of resorting to companies and opaque legal constructions.

This notion is new and fraught with consequences; it deserves the authorities to explain precisely its meaning, its effects and consequences and the rights and obligations it offers and imposes.

Keywords: Money laundering, terrorist financing, Financial institutions, customer due diligence, the beneficial owner.

Introduction

Le blanchiment de capitaux est devenu un danger réel pour les économies mondiales dans la mesure où il est utilisé par les réseaux de la criminalité organisée, qui structurent des circuits de plus en plus sophistiqués, afin de dissimuler de l'argent sale¹ provenant de diverses infractions et servant, très souvent, de ressources pour le financement d'actions terroristes.

Face à ces mouvements considérables d'argent obtenu illicitement², facilités par la libre circulation des capitaux et la liberté des prestations des services financiers³, le GAFI⁴ (Groupe d'action financière international) a formulé de multiples recommandations afin d'harmoniser les moyens de lutte mais surtout de prévention⁵.

Adopté dans un contexte marocain politiquement caractérisé par les actes terroristes qui ont ébranlé le monde, le dispositif relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme vise à améliorer les dispositifs préventifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Sa transposition en droit interne marocain s'est traduite par un alourdissement des obligations de vigilance imposées aux professionnels assujettis à l'obligation de déclaration de soupçon, et par un encadrement plus étroit des transactions douteuses réalisées avec des fonds d'origine illicite.

En effet, le banquier doit mettre en œuvre son obligation de vigilance de façon systématique sans qu'il ne soit tenu compte du risque réel de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme : il doit identifier son client et conserver pendant dix années les documents recueillis afin de permettre à l'UTRF (unité de traitement du renseignement financier) d'exercer son droit de communication et de contrôle.

S'il est vrai que la logistique utilisée pour l'élaboration de la norme anti-blanchiment est nécessairement perfectible puisqu'elle a imparfaitement appréhendé la diversité des catégories professionnelles qui y sont soumises, il n'en demeure pas moins vrai que concernant le banquier, certaines dispositions n'ont pas été suffisamment étudiées dans leur dimension pratique.

En leur qualité d'assujettis au dispositif anti-blanchiment et de lutte contre le financement du terrorisme, les banquiers sont débiteurs d'une obligation de vigilance continue qui peut conduire à une déclaration des faits suspectés d'illicéité auprès de l'UTRF.

Ce dispositif, qui est d'ordre public, conduit ces derniers à modifier leurs pratiques afin de répondre aux objectifs du législateur. Néanmoins, l'efficacité de la norme anti-blanchiment suppose que les spécificités de la réglementation imposée aux banquiers, soient suffisamment claires et véritablement prises en compte.

¹ Éric Vernier, *Techniques de blanchiment et moyens de lutte*, 2e édition, Éditions Dunod, 2011

² Pascal Boniface, « La lutte contre la corruption, nouveau paradigme des relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, vol. 101, n° 1, 2016, pp. 75-81.

³ Pierre Lascombes, « Une démocratie corruptible – arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts », *La République des idées*, 2011.

⁴ Ce groupe d'études a été mis en place par la Convention de Vienne de 1971.

⁵ Ian Roberge, « La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme aux États-Unis », *Politique américaine*, vol. 10, n° 1, 2008, pp. 59-69.

En effet, le banquier est soumis à deux obligations distinctes mais étroitement liées, puisque la seconde est le corollaire de la première : l'obligation de vigilance et l'obligation déclarative.

Au titre de la vigilance, le banquier doit recueillir diverses données tant sur l'identité des protagonistes que sur la transaction réalisée, ou qui s'apprête à l'être. En fonction de ces informations, mais également en raison de l'absence de connaissance de certaines d'entre elles selon leur importance ou leur nature, le banquier doit déclarer à l'UTRF, les personnes ou les capitaux qui lui semblent avoir un lien avec des capitaux issus d'une infraction punie par le dispositif anti-blanchiment.

Par ailleurs, le dispositif impose au banquier qui comprend que son cocontractant pourrait agir pour le compte d'autrui, la recherche du bénéficiaire effectif.

Or, l'identification du bénéficiaire effectif est la pierre d'achoppement sur laquelle butte le dispositif en raison de la possibilité de recourir à des sociétés et des constructions juridiques opaques.

Cette notion est nouvelle et lourde de conséquences ; elle mérite grandement que les autorités expliquent précisément son sens et sa signification, ses effets et conséquences ainsi que les droits et obligations qu'elle offre et impose.

La loi n° 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, telle que modifiée et complétée par La loi n° 13-10 et La loi n° 145-12, les circulaires n° 2/G/2012 du 18 Avril 2012 et n° C 5/W/2017 du 24 Juillet 2017 de Bank Al Maghrib et les décisions n° D.4/11, D.5/12 de l'Unité de Traitement du Renseignement Financier constituent aujourd'hui le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La principale contribution de ce dispositif tient à l'identification des situations de propriété effective sur la base d'une définition du concept de « bénéficiaire effectif ».

Il étend notamment au bénéficiaire effectif les exigences d'identification requises des banquiers à l'égard de leurs clients.

Il semble important de relever que ce nouveau dispositif qui organise la lutte contre le blanchiment, à laquelle le banquier est associé, pose une question essentielle qui ne porte pas sur le principe de la participation à la lutte contre le blanchiment, celle-ci étant, évidemment, acquise mais sur son dosage⁶.

Le présent article est l'occasion de braquer les projecteurs sur cette notion importante et spécifiquement créée dans le contexte du dispositif LAB (lutte anti-blanchiment).

Le principe posé de l'identification et la vérification du « bénéficiaire effectif » mérite à tout le moins des précisions pour aider les banquiers à le mettre en œuvre tant il est lourd de sens, de conséquences et d'application.

⁶ Éric Toussaint, « Les banques et la nouvelle doctrine du Too Big to Jail », article du 9 mars 2014 disponible à l'adresse suivante : <http://www.cadtm.org/Les-banques-et-la-nouvelle>

Il faut, en effet, bien dire que la définition donnée par le législateur marocain laisse sans réponse de nombreuses questions sur la personne même du bénéficiaire effectif qu'il s'agit de découvrir.

Notre objectif est d'apporter des précisions sur la notion de bénéficiaire effectif et les questions primordiales que posent son identification et la vérification de son identité :

- de qui s'agit-il, notamment dans les structures complexes, surtout lorsque plusieurs personnes physiques détiennent plusieurs titres et droits ?
- Jusqu'où rechercher le bénéficiaire ultime d'une longue chaîne de détention avec diverses entités éventuellement situées à l'étranger ?

Il est à rappeler la formule simple du GAFI selon laquelle, quelle que soit la construction juridique de son client, le banquier doit en « comprendre la propriété et la structure de contrôle » afin d'en identifier le bénéficiaire effectif et de vérifier son identité.

Mais aussi jolie soit la formule, l'identification du bénéficiaire effectif peut n'en pas moins demeurer une mission délicate.

Les banquiers risquent ainsi de se poser encore de nombreuses questions sur les mesures⁷ à prendre et les moyens à mettre en œuvre pour remplir de façon satisfaisante leur obligation de vigilance à l'égard du bénéficiaire effectif de l'opération qu'ils sont appelés à traiter.

Il faut revenir à la genèse de cette notion pour mieux comprendre encore pourquoi la mission d'identifier le bénéficiaire effectif d'une opération peut relever d'un parcours du combattant pour le banquier, voire s'avérer tout bonnement impossible.

La raison en effet pour laquelle cette notion de « bénéficiaire effectif » a été dégagée réside dans le fait que le client peut ne pas être la personne qui va ultimement bénéficier et tirer tous les fruits de l'opération dans laquelle le banquier est impliqué et ce, pour bon nombre de raisons qui peuvent amener le bénéficiaire ultime à préférer précisément ne pas apparaître dans l'opération. Les raisons qui poussent à l'anonymat ne sont pas forcément toutes mauvaises.

Les banquiers assujettis à cette obligation font pour la plupart des efforts parfois démesurés pour la remplir et participer à la lutte contre le blanchiment, mais ont grand besoin d'y être aidés par des moyens plus efficaces.

Après avoir défini la notion de bénéficiaire effectif telle qu'elle est proposée par le dispositif marocain (I) et exposé les difficultés de son introduction en droit Marocain (II), nous proposerons des exemples concrets permettant de mieux cerner la notion (III) avant de terminer avec quelques cas réels déclarés à l'UTRF (IV).

⁷ William C. Gilmore, L'Argent sale : l'évolution des mesures internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, Council of Europe, 2005.

I/ La définition du bénéficiaire effectif

Le dispositif actuel définit le bénéficiaire effectif comme toute personne physique pour le compte de laquelle agit le client ou toute personne physique qui contrôle ou possède à terme le client lorsque ce dernier est une personne morale.

En effet, l'article 3 de La loi 43-05 définit le bénéficiaire effectif comme étant « toute personne physique pour le compte de laquelle agit le client ou toute personne physique qui contrôle ou possède à terme le client lorsque ce dernier est une personne morale.

L'article 1 de la circulaire n° C 5/W/2017 du 24 Juillet 2017 de Bank Al Maghrib, entend par bénéficiaire effectif : Toute personne physique qui exerce, en dernier lieu, un contrôle sur le client et/ou toute personne physique pour le compte de laquelle une transaction est exécutée ou une activité réalisée.

Lorsque le client est une personne morale constituée sous forme de société, l'article entend par bénéficiaire effectif, la personne physique qui :

- détient, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société ;
- ou exerce, par tout autre moyen, un contrôle effectif sur les organes de gestion, de direction ou d'administration de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés.

Dans le cas d'une personne morale autre qu'une société, ledit article entend par bénéficiaire effectif, la personne physique titulaire de droits portant sur plus de 25 % des biens de la personne morale ;

- ou ayant vocation, par l'effet d'un acte juridique, à devenir titulaire de droits portant sur plus de 25 % des biens de la personne morale.

Quant à l'article 2 de la décision n° D.5/12 de l'UTRF du 16/11/2012, il définit le bénéficiaire effectif comme étant « toute personne physique pour le compte de laquelle agit le client ou toute personne physique qui contrôle ou possède à terme le client lorsque ce dernier est une personne morale.

Lorsque le client est une société, le bénéficiaire effectif de l'opération, est la ou les personnes physiques qui détiennent directement ou indirectement une part du capital ou des droits de vote de la société supérieure à 25% ou qui exercent, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle, d'administration ou de direction sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société. »

Le bénéficiaire effectif présente, donc, deux caractéristiques essentielles : il s'agit d'une personne physique (A) reliée à un client (B).

A/ Le bénéficiaire effectif : une personne physique

La loi définit donc le bénéficiaire effectif comme toute personne physique pour le compte de laquelle agit le client ou toute personne physique qui contrôle ou possède à terme le client lorsque ce dernier est une personne morale.

Le bénéficiaire effectif se présente donc nécessairement comme une personne physique. Le droit marocain souligne ainsi que les opérations et montages juridiques sont organisés au bénéfice ultime de personnes physiques. Par-delà la complication des techniques, le dispositif s'évertue à retrouver l'homme au centre du stratagème.

B/ Le bénéficiaire effectif : une personne reliée à un client

Le bénéficiaire effectif est nécessairement relié au client du banquier soumis par la loi à une obligation de vigilance. Ce lien particulier du bénéficiaire effectif avec la personne du client est d'une nature, soit contractuelle (1), soit structurelle (2).

1/ Le bénéficiaire effectif relié au client par un lien contractuel

La loi envisage le bénéficiaire effectif comme la personne cachée derrière le contractant affiché, l'intervenant de façade.

La dissimulation peut relever soit d'une représentation juridique comme le mandat ou la commission, soit d'une représentation plus économique.

En effet, l'objet de la loi n'est pas de s'arrêter aux apparences, au nom qui est divulgué : il s'agit plutôt d'identifier le bénéficiaire réel de l'opération contractuelle.

2/ Le bénéficiaire effectif relié au client par un lien structurel

Dès lors que le client visé par la loi est une entité juridique, personne morale, il convient de faire une distinction. Dans ce cas, l'identification du bénéficiaire effectif varie selon que le client est une société (a) ou une autre personne morale (b).

a) Le bénéficiaire effectif d'une société-cliente

Aux termes de la loi, le bénéficiaire effectif d'une société-cliente est soit celui qui contrôle son capital (détient les titres ou les droits de vote), soit celui qui contrôle sa direction.

La « propriété effective »⁸ d'une société se caractérise donc par le contrôle du capital social ou de la direction de l'entreprise.

✓ Le contrôle du capital social comme critère du bénéficiaire effectif

Le bénéficiaire effectif d'une société est la personne physique qui possède ou contrôle, directement ou indirectement, un pourcentage suffisant d'actions ou de droits de vote lui assurant la propriété ou le contrôle de cette société. La décision n° D.5/12 de L'Unité de Traitement du Renseignement Financier précise à cet égard que satisfait à ce critère la détention d'un pourcentage de 25 % des actions plus une.

Ainsi, toute personne qui dispose de plus de 25 % des actions ou de parts sociales d'une société est considérée comme son bénéficiaire effectif.

✓ Le contrôle de la direction comme critère du bénéficiaire effectif

⁸ La « propriété effective » d'une société se rapproche de la théorie de la « propriété économique » présentée par G. Blanluet. Ce dernier explique notamment que la personne morale peut constituer l'une des manières de créer une propriété économique passive sur les biens détenus par la société. L'associé n'est pas propriétaire juridique des biens sociaux, mais il en a la propriété économique puisqu'il est bénéficiaire de la substance économique du bien sous forme de revenu ou de capital : Essai sur la notion de propriété économique en droit privé français – Recherches au confluent du droit fiscal et du droit civil : LGDJ, 1999, p. 209, n° 328 et p. 223, n° 360.

La décision n° D.5/12 de L'Unité de Traitement du Renseignement Financier donne peu d'informations sur le critère lié au contrôle de la direction de la société. Elle indique seulement que, pour les sociétés, le bénéficiaire effectif est « la ou les personnes physiques qui exercent, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle, d'administration ou de direction sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société. »

Est donc ici visé tout dirigeant d'une société, qu'il soit associé ou non, ou toute personne susceptible de donner des ordres au dirigeant quant à la marche sociale. Ceci est bien évidemment très flou : comment identifier celui qui exerce « autrement » un contrôle sur la direction d'une société ?

On saisit bien l'objet du législateur : il s'agit de mettre en lumière le dirigeant réel de la société, le maître de l'affaire, celui qui « tire les ficelles » et blanchit dans l'ombre les fonds illégaux sous le couvert d'une société dirigée par un homme de paille.

Si l'idée est louable, la définition élaborée pour traquer le criminel ne convainc pas. Il semble en effet difficile d'isoler et de révéler le rapport de force occulte liant l'homme de l'ombre et celui qui agit à la lumière.

b) Le bénéficiaire effectif d'une personne morale cliente

La loi vise également le bénéficiaire effectif de dispositifs juridiques distincts des sociétés, bénéficiant de la personnalité morale.

Si le procédé paraît peu orthodoxe, l'objectif est clair : sous le voile tissé par l'ingéniosité juridique se trouvent des biens destinés à des bénéficiaires que le droit entend débusquer, mais curieusement le dispositif actuel n'a pas apporté des précisions particulières pour cerner le bénéficiaire effectif, dans les autres personnes morales, autres que les sociétés.

II/ Les difficultés de l'identification du bénéficiaire effectif en droit interne

L'identification du bénéficiaire effectif s'avère malaisée tant à l'égard du bénéficiaire effectif contractuel (A) que du bénéficiaire effectif structurel (B).

A/ L'identification du bénéficiaire effectif contractuel

Le dispositif actuel adopte une conception beaucoup plus large puisqu'il impose la recherche du bénéficiaire effectif de la transaction, ce qui est un moyen très efficace en théorie et tout à fait louable dans sa finalité, car il a pour objectif de démasquer le véritable maître de la transaction.

Cependant, l'application pratique risque de se heurter à des difficultés insurmontables. D'une part, l'identification du bénéficiaire effectif peut facilement être paralysée, surtout lorsque le blanchiment est réalisé dans le cadre d'un réseau de criminalité organisée⁹.

Dans ce contexte, les prête-noms rémunérés sont une pratique courante de simulation, bien connue mais difficile à prouver. Ces personnes interposées agissent officiellement en leur

⁹ Guide de référence sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme, <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/114011468156264324/pdf/350520PUB0REPL1ey0Laundering1French.pdf>.

nom et pour leur propre compte, dissimulent le fait qu'elles agissent pour autrui, il sera alors quasiment impossible de déceler qui est la personne qui bénéficie réellement de l'opération.

D'autant plus que si le client est un représentant du bénéficiaire effectif, la possibilité d'identification de celui-ci dépendra du type de contrat de représentation sur le fondement duquel l'opération est réalisée. Si le représentant du bénéficiaire effectif agit dans le cadre d'un mandat, le mandant peut être facilement identifié car le mandataire ne traite pas en son nom et pour son compte, mais au nom du mandant. Par conséquent, il sera aisé de savoir qui est le bénéficiaire effectif de l'opération puisque le mandataire a pour seule fonction de faciliter la conclusion de la transaction, mais juridiquement il n'y est pas partie, l'acte étant réputé réalisé directement entre le cocontractant et le représenté.

En revanche, si la représentation s'effectue sur le fondement d'un contrat de commission, le commissionnaire agit en son propre nom pour le compte d'un commettant. La différence de statut est fondamentale, car dans les rapports avec les tiers, le commissionnaire est personnellement tenu des engagements pris et, il n'a pas à révéler qui est le donneur d'ordre.

La possibilité de connaître la vérité sur la personne du bénéficiaire effectif est donc très aléatoire et dépendra du cadre juridique retenu pour la réalisation de la transaction. Il est probable que les délinquants comprendront rapidement quel est le mécanisme qui leur permettra de demeurer dans l'ombre tout en bénéficiant de l'opération !

Les difficultés d'identification du bénéficiaire effectif contractuel se révèlent différemment quand son existence est affichée, c'est le cas de la représentation (1) ou quand son existence est dissimulée, c'est le cas de la simulation (2).

1/ Le bénéficiaire effectif affiché : le cas de la représentation

Le droit Marocain connaît de nombreux contrats qui organisent la représentation d'une partie par un tiers.

Le contrat de commission, surtout pratiqué en matière commerciale, est conclu avec un intermédiaire en vue de la conclusion d'un autre contrat.

En effet, aux termes de l'article 422 du code de commerce : « La commission est le contrat par lequel le commissionnaire reçoit pouvoir pour agir en son propre nom pour le compte du commettant. »

Le commissionnaire agit ostensiblement comme un intermédiaire : il agit en son propre nom et pour le compte du commettant, dont il ne révèle pas le nom.

Dans cette figure, le bénéficiaire effectif qui est le commettant peut ne jamais se révéler aux tiers.

Le mécanisme de la représentation permet donc de dissimuler l'identité du bénéficiaire effectif, même si son existence est affichée.

2/ Le bénéficiaire effectif dissimulé : le cas de la simulation¹⁰

¹⁰ On distingue traditionnellement trois formes de simulation : la fiction (la simulation porte sur l'existence même de l'acte), le déguisement (la simulation porte sur la nature de l'acte) et l'interposition de personne (la simulation porte sur la personne

La simulation « consiste, de façon générale, à créer une fausse apparence afin de dissimuler la réalité »¹¹.

La convention dite de « prête-nom » est l'une des applications les plus utilisées de la théorie de la simulation.

Le droit Marocain ne condamne pas en principe la simulation¹². En effet, l'article 920 du D.O.C dispose : « Lorsque le mandataire agit en son nom personnel, il acquiert les droits résultant du contrat et demeure directement obligé envers ceux avec lesquels il a contracté, comme si l'affaire lui appartenait, alors même que les tiers auraient connu sa qualité de prête-nom ou de commissionnaire ».

L'objet de la simulation est souvent de dissimuler derrière un ayant droit apparent le véritable ayant droit économique d'une opération. C'est dans le cas de l'interposition de personne que l'on se rapproche le plus de la notion de bénéficiaire effectif.

Quand la simulation porte sur la personne même du contractant, une personne figure à l'acte (un parent par exemple) mais c'est au profit ou l'encontre d'une autre que l'acte produit ses effets.

Le mécanisme de la simulation permet donc de dissimuler l'identité du bénéficiaire effectif dont l'existence même reste cachée.

B/ L'identification du bénéficiaire effectif structurel

Diverses techniques tant Marocaines (1) qu'étrangères (2) rendent malaisée l'identification du bénéficiaire effectif, sans oublier les difficultés liées à la notion même du contrôle (3).

1) Les difficultés d'identification au regard de techniques Marocaines

L'identification du bénéficiaire effectif imposée par La loi peut soulever des difficultés en cas d'aménagement de la propriété de titres de société ou de l'exercice des droits de vote des associés.

a/ L'aménagement de la propriété des titres : le démembrement de titres sociaux

L'identification du bénéficiaire effectif d'une société dont les parts ou les actions sont démembrées s'avère malaisée.

Dans le cas des Sociétés Anonymes et aux termes de l'article 129 de la loi 17-95, « sauf dispositions contraires des statuts, le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires ».

des contractants) : B. Starck, H. Roland, L. Boyer, Droit civil – Les obligations – 2. Contrat : Litec, 6e éd., 1998, p. 391, n° 1110 ; F. Deboissy, La simulation en droit fiscal : LGDJ, 1997, p. 31, n° 77.

¹¹ Il s'agit d'un « mensonge concerté entre les contractants » qui « conviennent de dissimuler leur volonté véritable derrière un contrat qui ne sera qu'une apparence ». J. Carbonnier, Droit civil – Les obligations : PUF, 22e éd., 2000, p. 172, n° 84.

¹² La simulation n'a généralement pas de conséquences propres car « elle ne nuit ni ne profite ».

Dans une première approche, on pourrait conclure que seul le nu-propriétaire est susceptible de contrôler véritablement le droit de vote dans la société : il doit donc être qualifié de bénéficiaire effectif au sens de la loi.

Cependant, une autre analyse est possible si l'on s'attache prioritairement aux prérogatives financières : on peut en effet considérer que le bénéficiaire réel est celui qui décide de l'affectation des résultats ou bénéficie in fine des dividendes distribués. Dans ces conditions, le bénéficiaire effectif est celui qui dispose des droits de vote dans les décisions concernant l'affectation des bénéfices, donc l'usufruitier !

b/ L'aménagement du droit de vote : les pactes d'actionnaires

L'aménagement de l'exercice du droit de vote dans une société découle essentiellement des conventions de vote par lesquelles les parties conviennent de voter dans un sens déterminé. Ces conventions poursuivent souvent une finalité de garantie ou de confidentialité, elles n'ont donc pas vocation à être révélées aux tiers.

La pratique marocaine valide de telles conventions dès lors qu'elles ne portent pas une atteinte grave à l'exercice du droit de vote.

Ce type de convention assure à l'associé donneur d'ordre un véritable contrôle des droits de vote dans la société. La loi conduit donc à l'identifier comme le bénéficiaire effectif de la société. Cependant le caractère occulte de l'accord rend cette identification particulièrement délicate.

Dans ces conditions, doit-on donner la priorité aux considérations financières (droit aux dividendes) ou, plutôt, aux considérations politiques (droit de vote) ?

c/ L'émission des actions à dividende prioritaire sans droit de vote

Aux termes de l'article 261 de La loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, les statuts peuvent prévoir la création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Les titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote bénéficient des droits reconnus aux autres actionnaires, à l'exception du droit de participer et de voter aux assemblées générales des actionnaires de la société.

Or, il se trouve que lorsque les dividendes prioritaires dus au titre de trois exercices n'ont pas été intégralement versés, les titulaires des actions correspondantes acquièrent, proportionnellement à la quotité du capital représentée par ces actions, un droit de vote égal à celui des autres actionnaires.

Ce droit de vote subsiste jusqu'à l'expiration de l'exercice au cours duquel le dividende prioritaire aura été intégralement versé, y compris le dividende dû au titre des exercices antérieurs.

Dans ce cas, comment identifier le bénéficiaire effectif et surtout comment suivre l'évolution de la morphologie du capital social pour cerner le périmètre d'identification ?

d/ l'existence d'un droit de vote double

Aux termes de l'article 257 de La loi 17-95, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, peut être attribué par les statuts ou une assemblée générale extraordinaire ultérieure, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double peut être conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire proportionnellement aux actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Là encore, la société étant anonyme, comment le banquier peut-il déterminer le pourcentage du capital ou des droits de vote lui permettant d'identifier le bénéficiaire effectif ?

e/ les actionnaires agissant de concert

Aux termes de l'article 10 de la loi 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier, on entend par personnes agissant de concert : les personnes physiques ou morales qui coopèrent sur la base d'un accord, formel ou tacite, oral ou écrit visant :

- soit à acquérir ou à vendre les droits de vote d'une société ;
- soit à exercer des droits de vote pour mettre en œuvre une politique commune vis-à-vis de la société ;
- soit à faire aboutir ou échouer une offre publique.

Un tel accord est présumé exister :

- Entre une société et les membres de son conseil d'administration, ses directeurs généraux, les membres de son conseil de surveillance, les membres de son directoire ou ses gérants et les associés commandités ;
- Entre conjoints, parents et alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement des personnes visées au paragraphe précédent ;
- Entre des sociétés filiales d'une société mère ou entre des sociétés contrôlées par la ou les mêmes personnes ;
- Entre une société, ses filiales et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article 144 de La loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes ;
- Entre les associés d'une société anonyme simplifiée, telle que définie à l'article 425 de La loi n° 17-95 précitée, à l'égard des sociétés que celle-ci contrôle ;

Nous ne pensons pas qu'il faille rappeler que dans ces circonstances, la mission du banquier est impossible.

En effet, l'existence de cette notion d'action de concert complique singulièrement la question de l'identification du bénéficiaire effectif.

2/ Les difficultés d'identification au regard de techniques étrangères

Dès lors que les titres sociaux de sociétés Marocaines sont détenus par des associés étrangers, de nouveaux aménagements de la propriété de ces titres doivent être envisagés, qui compliquent davantage la question de l'identification du bénéficiaire effectif.

Il n'est pas question ici de passer en revue l'ensemble des mécanismes élaborés par les législations étrangères en la matière : nous nous bornerons à évoquer à titre d'exemple certains mécanismes utilisés par des associés anglais ou américains détenant des titres de sociétés Marocaines.

La majorité de ces mécanismes ont pour objet la détention de titres de sociétés cotées ; on peut toutefois parfaitement envisager qu'ils portent sur des actions ou des parts de sociétés Marocaines non cotées. La recherche du bénéficiaire effectif se révèle alors confuse.

a/ Le nominée

Le nominée est un mandataire représentant l'actionnaire et agissant pour son compte. Il s'agit essentiellement de banques étrangères, de sociétés d'investissement, de sociétés de gestion. Une relation d'agence relie le plus souvent l'actionnaire réel et le nommée, mais ce dernier est parfois un véritable prête-nom de l'associé.

Il est dans ces conditions difficile pour la société elle-même de connaître la personnalité de ses associés véritables. Dès lors, il semble difficile d'imposer à des tiers, notamment les banquiers, de débusquer la personne physique propriétaire effective des titres sociaux derrière le paravent du nommée inscrit en compte.

La recherche du bénéficiaire effectif paraît là aussi malaisée. Il appartiendra donc aux sociétés de n'accepter le recours au nommée que pour celui qui acceptera de dévoiler le nom de son mandant.

b/ Le partnership.

En droit anglo-saxon, la partnership est une société de personnes immatriculée ou non. Parfois, la partnership est révélée mais non immatriculée. Quand la société est révélée sans être immatriculée, on peut tenir tout associé comme copropriétaire des titres sociaux. Si plusieurs partners demandent l'inscription en compte, chacun est censé agir au nom de la société et la situation est délicate.

La reconnaissance du bénéficiaire effectif s'avère ici encore malaisée. Si la partnership est dissimulée, la société et les tiers ne connaissent que le partner apparent. Si la partnership est dévoilée, l'identification du bénéficiaire effectif impose une connaissance précise des statuts de la partnership qui semble hautement improbable.

L'implication dans les sociétés Marocaines d'intervenants relevant d'un droit étranger, et particulièrement du droit anglo-saxon, complique sensiblement la recherche du bénéficiaire effectif imposée par La loi.

Il coule de source que dans l'état actuel de la législation marocaine, par son imprécision, ne permet pas d'identifier le bénéficiaire effectif, c'est-à-dire celui qui dispose d'un véritable pouvoir de direction sur l'entité juridique interposée.

3/ Les difficultés liées à la notion même de contrôle

L'article 144 de la loi 17-95 définit la notion de contrôle au sens du droit des sociétés Marocain.

Aux termes de cet article, une société est considérée comme en contrôlant une autre :

- lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction de capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société ;
- lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société
- lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de cette société.

Elle est présumée exercer ce contrôle lorsqu'elle dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40% et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de ces droits supérieure à 30%.

Toute participation même inférieure à 10% détenue par une société contrôlée est considérée comme détenue indirectement par la société qui la contrôle.

Il est à noter que la notion Marocaine de contrôle ne concerne tout d'abord que le droit des sociétés, et plus particulièrement les sociétés anonymes. Elle ne permettrait donc de définir que partiellement le bénéficiaire effectif structurel.

Par ailleurs, le droit Marocain envisage le contrôle exercé par une personne morale sur une autre, alors que le bénéficiaire effectif est nécessairement une personne physique.

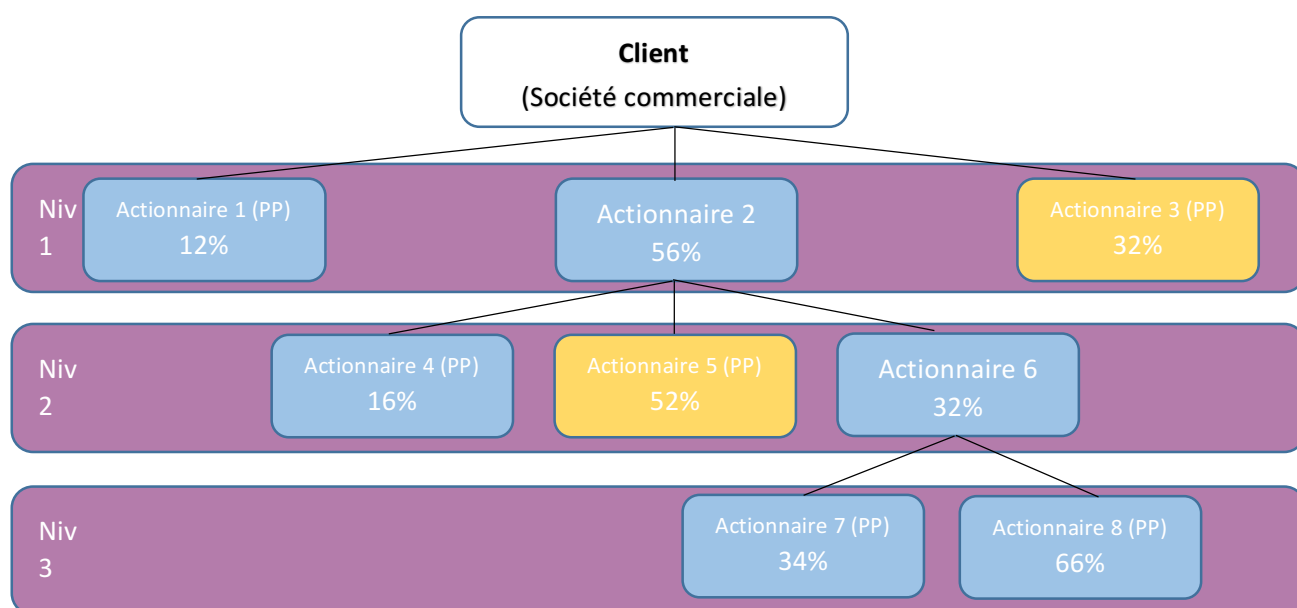
Enfin, le pourcentage retenu dans la notion Marocaine de contrôle (une fraction des droits de vote supérieure à 40% et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de ces droits supérieure à 30%) est largement supérieur au quantum retenu qui s'élève à 25 %. Ainsi, la notion Marocaine de contrôle apparaît trop restrictive pour transposer le concept de bénéficiaire effectif proposé par le dispositif anti-blanchiment.

III/ Des exemples permettant de cerner la notion de bénéficiaires effectifs

A/ Les chaînes de détention

1/ Cas d'une chaîne de détention avec des participations simples

Le capital d'une société est détenu par une chaîne d'actionnaires (1 à 8) répartis sur 3 niveaux. Les actionnaires 1, 3, 4, 5, 7 et 8 sont des personnes physiques. Les autres actionnaires sont des personnes morales. On suppose qu'à chaque action est attaché un droit de vote simple.



Dans cet exemple, entrent dans la définition de bénéficiaire effectif, au sens du dispositif marocain :

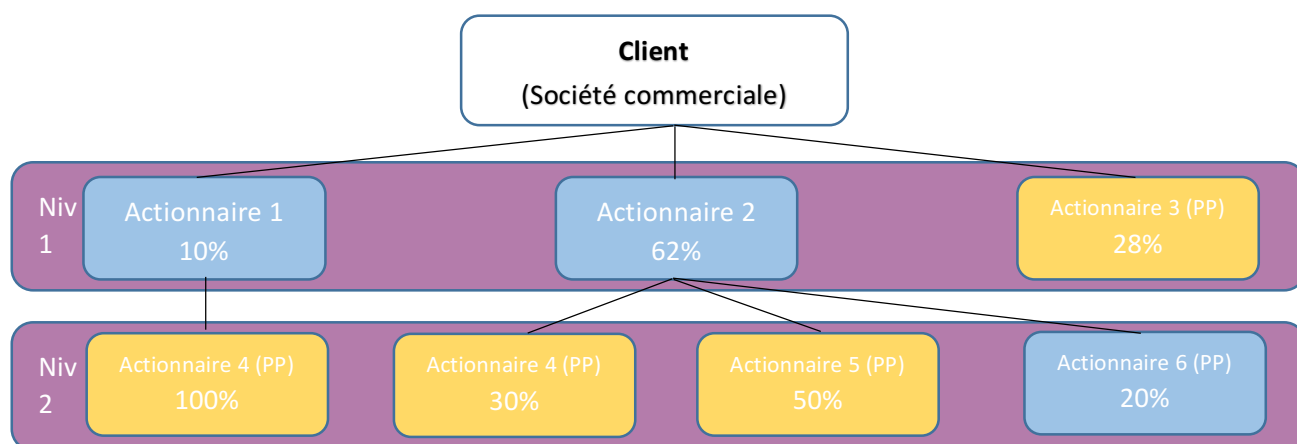
- l'actionnaire 3, qui détient directement 32 % du capital du client ;
- ainsi que l'actionnaire 5, qui détient indirectement, par l'intermédiaire de l'actionnaire 2, lui-même détenteur direct de 56 % pour cent du capital du client, 29 % du capital de ce dernier.

N'entrent pas dans la définition de bénéficiaire effectif :

- l'actionnaire 1 ne détient directement que 12% du capital du client ;
- l'actionnaire 2 détient directement 56% du capital du client, mais étant une personne morale, il faut s'intéresser aux actionnaires personnes physiques qui le contrôlent :
 - l'actionnaire 4 ne détient indirectement, par l'intermédiaire de l'actionnaire 2, que 9% du capital du client ;
 - l'actionnaire 6 ne détient indirectement, par l'intermédiaire de l'actionnaire 2, que 18% du capital du client ; en conséquence, les actionnaires 7 et 8 qui le contrôlent ne peuvent détenir le pourcentage nécessaire pour franchir les 25 pour cent de détention de capital du client.

2/ Cas d'une chaîne de détention avec des participations cumulées

Le capital d'une société cliente est détenu par une chaîne d'actionnaires (1 à 6) répartis sur 2 niveaux. Les actionnaires 3, 4, 5 et 6 sont des personnes physiques. Les autres actionnaires sont des personnes morales. On suppose qu'à chaque action est attaché un droit de vote simple.



Dans ce deuxième exemple entrent dans la définition de bénéficiaire effectif :

- l'actionnaire 3, qui détient directement 28% du capital du client ;
- ainsi que l'actionnaire 5, qui détient indirectement, par l'intermédiaire de l'actionnaire 2, lui-même détenteur direct de 62% du capital du client, 31% du capital de ce dernier ;
- l'actionnaire 4, qui détient indirectement, par l'intermédiaire de l'actionnaire 1, lui-même détenteur direct de 10% du capital du client, 10% du capital de ce dernier, et par l'intermédiaire de l'actionnaire 2, lui-même détenteur de 62% du capital du client, 18% du capital de ce dernier, de sorte qu'il détient au total 28 pour cent du capital du client.

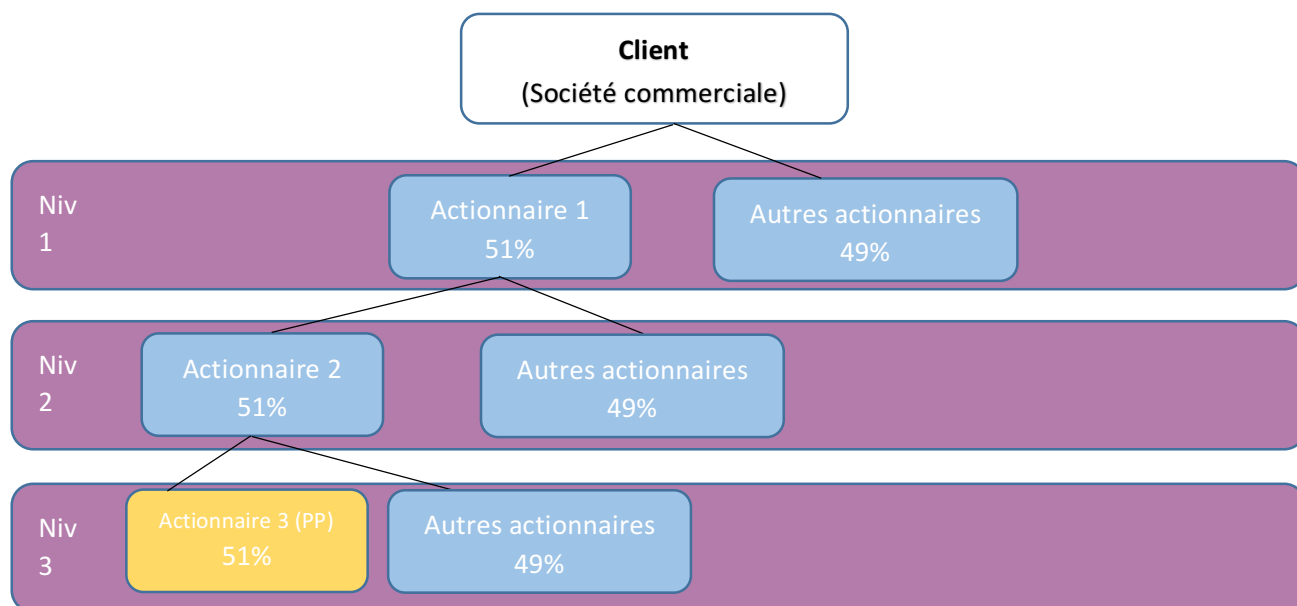
N'entrent pas dans la définition de bénéficiaire effectif :

- l'actionnaire 1 ne détient directement que 10% du capital du client ; étant une personne morale, il faut s'intéresser aux actionnaires personnes physiques qui le contrôlent ;
- l'actionnaire 2 détient directement 62% du capital du client, mais étant une personne morale, il faut s'intéresser aux actionnaires personnes physiques qui le contrôlent ;
- l'actionnaire 6 ne détient indirectement, par l'intermédiaire de l'actionnaire 2, que 12% du capital du client ;

3/ L'exercice d'un pouvoir de contrôle par tout autre moyen

Le capital d'un client (société commerciale par actions) est détenu par une chaîne d'actionnaires répartis sur 3 niveaux. L'actionnaire 3 est une personne physique. Les autres actionnaires sont soit des personnes morales (actionnaires 1 et 2), soit des personnes physiques (« autres actionnaires »). On suppose qu'à chaque action est attaché un droit de vote simple :

- les actionnaires 1, 2 et 3 détiennent directement 51 pour cent des actions de la structure juridique de niveau inférieur ; par exemple, l'actionnaire 2 détient directement 51 pour cent du capital de l'actionnaire 1 ;
- les « autres actionnaires » renvoient quant à eux à des groupes d'actionnaires très diffus.



Il n'existe pas, dans cet exemple, de personne physique qui réponde à la définition de bénéficiaire effectif.

En effet, l'actionnaire 3 ne détient indirectement, par l'intermédiaire des actionnaires 1 et 2, que 13% du capital de la société cliente.

L'actionnaire 3 peut toutefois être considéré comme répondant à la définition de bénéficiaire effectif puisqu'il détient une part significative du capital permettant d'exercer un contrôle de fait sur les organes de gestion, d'administration ou de direction ou sur l'assemblée générale de la société commerciale cliente. En effet :

- la détention indirecte de 13% du capital de la société commerciale cliente apparaît significative au regard des parts détenues par les « autres actionnaires » ;
- l'actionnaire 3 est détenteur majoritaire (51 pour cent) de l'actionnaire 2, lui-même détenteur majoritaire (51 pour cent) de l'actionnaire 1, lui-même détenteur majoritaire (51 pour cent) de la société commerciale cliente.

Cet actionnaire peut ainsi être considéré comme exerçant, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction ou sur l'assemblée générale de la société commerciale cliente.

B/ Quelques critères d'alerte

A l'échelle internationale, il n'existe pas une liste exhaustive des critères d'alerte, mais certains peuvent néanmoins être recensés

- ✓ Concernant les personnes morales :

- secteurs d'activités¹³ : BTP, sociétés de surveillance, formation professionnelle, secteur hôtelier, restauration rapide, cartes prépayées, secteurs atypiques ou nouveaux (trading de terres rares, crowdfunding, biens à doubles usage, monnaies virtuelles...) ;
 - entreprise récemment créée ;
 - difficultés pour identifier le bénéficiaire réel d'une opération financière ;
 - changements fréquents de gérance ;
 - chiffre d'affaires élevé dès la création de la société.
- ✓ Concernant les personnes physiques :
- nombreux versements / retraits en espèces ;
 - entrée dans le dispositif assurantiel pour des raisons de confidentialité ;
 - flux à caractère professionnel sur un compte privé ;
 - inadéquation entre les flux observés et les informations recueillies sur le client ;
 - incohérence entre les sources de revenus déclarés et les flux constatés ;
 - personnes politiquement exposées ;
 - fonds en provenance ou à destination de pays sensibles ;
 - doute sur l'origine ou destination des fonds ;
 - acquisition immobilière par des fonds à l'origine non traçable (espèces).

Il est à noter que dans le contexte français, les critères suivants sont retenus :

1° L'utilisation de sociétés écran, dont l'activité n'est pas cohérente avec l'objet social ou ayant leur siège social dans un Etat ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France une convention fiscale permettant l'accès aux informations bancaires, identifié à partir d'une liste publiée par l'administration fiscale, ou à l'adresse privée d'un des bénéficiaires de l'opération suspecte ou chez un domiciliataire ;

2° La réalisation d'opérations financières par des sociétés dans lesquelles sont intervenus des changements statutaires fréquents non justifiés par la situation économique de l'entreprise ;

3° Le recours à l'interposition de personnes physiques n'intervenant qu'en apparence pour le compte de sociétés ou de particuliers impliqués dans des opérations financières ;

4° La réalisation d'opérations financières incohérentes au regard des activités habituelles de l'entreprise ou d'opérations suspectes dans des secteurs sensibles aux fraudes¹⁴ à la TVA de type carrousel, tels que les secteurs de l'informatique, de la téléphonie, du matériel électronique, du matériel électroménager, de la hi-fi et de la vidéo ;

5° La progression forte et inexpliquée, sur une courte période, des sommes créditées sur les comptes nouvellement ouverts ou jusque-là peu actifs ou inactifs, liée le cas échéant à une augmentation importante du nombre et du volume des opérations ou au recours à des sociétés en sommeil ou peu actives dans lesquelles ont pu intervenir des changements statutaires récents ;

6° La constatation d'anomalies dans les factures ou les bons de commande lorsqu'ils sont présentés comme justification des opérations financières, telles que l'absence du numéro

¹³ Fabrice Drouelle, Terrorisme, l'impasse des armes : un demi-siècle d'attentats à travers le monde, Robert Laffont, 2016.

¹⁴ Antoine Peillon, Corruption. Nous sommes tous responsables, Le Seuil, 2014.

d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, du numéro SIREN, du numéro de TVA, de numéro de facture, d'adresse ou de dates ;

7° Le recours inexpliqué à des comptes utilisés comme des comptes de passage ou par lesquels transitent de multiples opérations tant au débit qu'au crédit, alors que les soldes des comptes sont souvent proches de zéro ;

8° Le retrait fréquent d'espèces d'un compte professionnel ou leur dépôt sur un tel compte non justifié par le niveau ou la nature de l'activité économique ;

9° La difficulté d'identifier les bénéficiaires effectifs et les liens entre l'origine et la destination des fonds en raison de l'utilisation de comptes intermédiaires ou de comptes de professionnels non financiers comme comptes de passage, ou du recours à des structures sociétaires complexes et à des montages juridiques et financiers rendant peu transparents les mécanismes de gestion et d'administration ;

10° Les opérations financières internationales¹⁵ sans cause juridique ou économique apparente se limitant le plus souvent à de simples transits de fonds en provenance ou à destination de l'étranger notamment lorsqu'elles sont réalisées avec des Etats ou des territoires visés au 1° ;

11° Le refus du client de produire des pièces justificatives quant à la provenance des fonds reçus ou quant aux motifs avancés des paiements, ou l'impossibilité de produire ces pièces ;

12° Le transfert de fonds vers un pays étranger suivi de leur rapatriement sous la forme de prêts ;

13° L'organisation de l'insolvabilité par la vente rapide d'actifs à des personnes physiques ou morales liées ou à des conditions qui traduisent un déséquilibre manifeste et injustifié des termes de la vente ;

14° L'utilisation régulière par des personnes physiques domiciliées et ayant une activité en France de comptes détenus par des sociétés étrangères ;

15° Le dépôt par un particulier de fonds sans rapport avec son activité ou sa situation patrimoniale connues ;

16° la réalisation d'une transaction immobilière à un prix manifestement sous-évalué.

¹⁵ François Chesnais, « Blanchiment de l'argent sale et mondialisation financière », L'Économie politique, n° 4, octobre 1999.

IV/ Quelques cas déclarés par le réseau bancaire marocain à l'UTRF

Cas	Instruments utilisés	Indices de soupçon
Escroquerie moyennant le schéma Ponzi et transfert du produit au Maroc	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes bancaires utilisés comme comptes de transit • Versements espèces • Transferts internationaux • Devises • Intermédiaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Versements de devises en espèces • Transferts et virements internationaux de fonds • Utilisation de comptes de transit ouverts spécialement à cette fin. • Multiplicité d'intermédiaires et de complices. • Opérations complexes assimilées au schéma de Ponzi.
Placement immobilier effectué par un trafiquant de stupéfiants	<ul style="list-style-type: none"> • Espèces • Intermédiaires • Immobilier • Création de plusieurs sociétés 	<ul style="list-style-type: none"> • Liaison au trafic international de stupéfiants • Multi-bancarisation • Versements importants en espèces • Opérations financières complexes • Investissements dans le secteur immobilier avec la participation des proches de la famille • Conclusion de transactions immobilières avec une sous-évaluation des prix.
Détournement de fonds par un employé de société de transfert de fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Espèces • Virements 	<ul style="list-style-type: none"> • Détournement de plusieurs transferts de fonds ordonnés à partir de l'étranger vers le Maroc en remplaçant les numéros de comptes de bénéficiaires effectifs par celui de l'employé chargé de l'exécution de l'opération ou de celui d'une autre personne. • Recours à des tierces personnes pour détournements.
Opérations et montages financiers complexes	<ul style="list-style-type: none"> • Multi-bancarisation • Versements importants en espèces • Placements financiers diversifiés • Investissements massifs en immobilier • Sociétés inactives 	<ul style="list-style-type: none"> • Liaison avec le trafic international de stupéfiants. • Recours à des intermédiaires. • Recours à la consultation financière et juridique. • Versements en espèces portant sur des montants importants. • Multi-bancarisation • Conclusion de multiples transactions immobilières

		successives avec la participation des membres de la famille. • Souscription de multiples placements financiers.
Utilisation des cartes électroniques, prépayées et rechargeables	• Espèces • Cartes électroniques rechargeables	• Pièce d'identité douteuse • Versements d'importants montants en petites coupures • Diversification d'agences pour effectuer des opérations identiques
Escroquerie par l'utilisation de virements frauduleux	▪ Virements ▪ Chèques ▪ Retraits en espèces	▪ Montants en inadéquation avec le profil financier de la personne ▪ Changement brusque dans le mode de fonctionnement du compte ▪ Manipulation de fortes sommes en espèces
Introduction dans le circuit bancaire de fonds qui seraient liés au trafic de stupéfiants	▪ Versements en espèces ▪ Placements en dépôts à terme ▪ Virements	▪ Introduction au Maroc par plusieurs personnes de différentes nationalités étrangères de montants importants d'origines inconnues, en devises ▪ Versement des montants en devises ainsi que d'autres billets en dirhams dans différents comptes bancaires ▪ Antécédents criminels et passé douteux des personnes impliquées.
Tentative d'escroquerie par l'utilisation de documents falsifiés	▪ SWIFT, chèques falsifiés et documents administratifs probablement falsifiés	▪ Présence de société inactive ▪ Détention de multitude de comptes bancaires inactifs ▪ Utilisation de documents probablement falsifiés ▪ Passé douteux de la personne physique impliquée ▪ Recours à des montages financiers complexes
Utilisation de documents d'identification falsifiés	• Transferts d'argent	• Utilisation de plusieurs numéros de passeport par plusieurs personnes portant la même dénomination. • Utilisation des mêmes numéros de passeport par deux personnes différentes. • Importance du nombre et du montant total (plusieurs millions

		<p>de MAD) des transferts d'argent reçus.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relation indéterminée entre les donneurs d'ordre et les bénéficiaires des opérations.
Manipulation de montants importants en espèces dont l'origine est douteuse	<ul style="list-style-type: none"> • Versements en espèces 	<ul style="list-style-type: none"> • Manipulation atypique de fonds en espèces d'origine inconnue. • Montants en inadéquation avec les profils des titulaires des comptes. • Déclaration d'une adresse postale commune enregistrant un retour permanent de courrier.
Trafic de cigarettes de contrebande	<ul style="list-style-type: none"> • Versements en espèces 	<ul style="list-style-type: none"> • Antécédents criminels et passés douteux des personnes impliquées. • Versements en espèces déplacés, de montants importants, dans différents comptes bancaires, suivis d'opérations de retraits en espèces.
Utilisation de prête-noms par une personne ayant un profil financier douteux	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture de comptes en ayant recours à des prête-noms • Placements financiers à court terme • Transactions immobilières • Mandats généraux sur tous les comptes bancaires au profit d'une seule personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Manipulation atypique de fonds en espèces • Recours à des prête-noms • Montants importants en jeu • Montage et opérations complexes • Antécédents douteux
Forte manipulation des espèces en monnaie locale et en devises étrangères	<ul style="list-style-type: none"> • Argent en espèces (MAD et devises) 	<ul style="list-style-type: none"> • Manipulation atypique de fonds en espèces • Recours à des prête-noms • Montants importants en jeu • Montage et opérations complexes • Multiplicité de sociétés coquilles inactives

Conclusion

Il est évident que la recherche du bénéficiaire effectif s'annonce délicate.

D'une part, la définition proposée par le dispositif marocain est manifestement floue : il est nombre d'hypothèses où la qualification du bénéficiaire effectif ne donne pas de solution ou plusieurs solutions à la fois.

Le dispositif mêle, de façon regrettable et dommageable, les notions de propriété, de contrôle direct et indirect, voire de pourcentage de contrôle et de droits de vote, à tel point que toute personne concernée de près ou de loin par une opération ou une entité juridique peut finalement être qualifiée de bénéficiaire effectif. À trop vouloir embrasser, ce dispositif ne saisit plus grand chose...

D'autre part, la détermination des personnes chargées de l'identification du bénéficiaire effectif laisse dubitatif : les banquiers se voient imposer de très lourdes obligations d'investigation. Le dispositif leur demande, maladroitement, de remonter aux sources des stratagèmes élaborés.

Pour les banquiers, une telle mission semble inappropriée voire irréaliste et il ne faut pas faire preuve de candeur : une norme incomprise est inexécutée. Une norme qui demeure théorique ne peut espérer une dimension pratique¹⁶.

On peut comprendre, aisément, les nécessités de la poursuite du bénéficiaire effectif compte tenu du risque posé par le blanchiment d'argent et le terrorisme¹⁷. Il faut simplement espérer que les voies de la transposition choisies par le législateur faciliteront la tâche des banquiers en précisant les contours encore flous du bénéficiaire effectif.

Concrètement, il faudra que le législateur marocain soit très vigilant et réaliste pour trouver des moyens concrets et utilisables par les banquiers, afin de renforcer autrement que par des déclarations d'intention, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

¹⁶ Éric Toussaint, « Les barons de la banque et de la drogue » article du 14 avril 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://www.cadtm.org/Les-barons-de-la-banque-et-de-la-droque>.

¹⁷ Philippe Broyer, L'Argent sale – Dans les réseaux du blanchiment, L'Harmattan, 2000.

BIBLIOGRAPHIE**Ouvrages**

- P. Broyer, L'Argent sale – Dans les réseaux du blanchiment, L'Harmattan, 2000.
- J. Carbonnier, Droit civil – Les obligations : PUF, 22e éd., 2000, p. 172, n° 84.
- F. Drouelle, Terrorisme, l'impasse des armes : un demi-siècle d'attentats à travers le monde, Robert Laffont, 2016.
- W.C. Gilmore, L'Argent sale : l'évolution des mesures internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, Council of Europe, 2005.
- P. Lascoumes, « Une démocratie corruptible – arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts », La République des idées, 2011.
- A. Peillon, Corruption. Nous sommes tous responsables, Le Seuil, 2014.
- I. Roberge, « La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme aux États-Unis », Politique américaine, vol. 10, n° 1, 2008, pp. 59-69.
- B. Starck, H. Roland, L. Boyer, Droit civil – Les obligations – 2. Contrat : Litec, 6e éd., 1998, p. 391, n° 1110.
- E. Vernier, Techniques de blanchiment et moyens de lutte, 2e édition, Éditions Dunod, 2011

Revue

- G. Blanluet, Essai sur la notion de propriété économique en droit privé français – Recherches au confluent du droit fiscal et du droit civil : LGDJ, 1999, p. 209, n° 328 et p. 223, n° 360.
- P. Boniface, « La lutte contre la corruption, nouveau paradigme des relations internationales », Revue internationale et stratégique, vol. 101, n° 1, 2016, pp. 75-81.
- F. Chesnais, « Blanchiment de l'argent sale et mondialisation financière », L'Économie politique, n° 4, octobre 1999.
- F. Deboissy, La simulation en droit fiscal : LGDJ, 1997, p. 31, n° 77.

Loi

La loi n° 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, telle que modifiée et complétée par La loi n° 13-10 et La loi n° 145-12.

Circulaires de Bank al Maghrib

La circulaire n° 2/G/2012 du 18 Avril 2012 de Bank Al Maghrib.
La circulaire n° C 5/W/2017 du 24 Juillet 2017 de Bank Al Maghrib.

Décisions

Décisions n° D.4/11 de l'Unité de Traitement du Renseignement Financier.

Décisions n° D.5/12 de l'Unité de Traitement du Renseignement Financier.

Webographie

- E. Toussaint, « Les banques et la nouvelle doctrine du Too Big to Jail », article du 9 mars 2014 disponible à l'adresse suivante : [http:// www.cadtm.org/Les-banques-et-la-nouvelle](http://www.cadtm.org/Les-banques-et-la-nouvelle).

- E. Toussaint, « Les barons de la banque et de la drogue » article du 14 avril 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://www.cadtm.org/Les-barons-de-la-banque-et-de-la-droque>.

- Guide de référence sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme, <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/114011468156264324/pdf/350520PUB0REPL1ey0Laundering1French.pdf>.